



Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement

Distr. générale
25 juin 2009
Français
Original : anglais

Point 11 de l'ordre du jour
Adoption du rapport de la Conférence

Projet de rapport

Rapporteur général : Maged A. **Abdelaziz** (Égypte)

Chapitre I Résolutions adoptées par la Conférence

[À compléter]

Chapitre II Participation et organisation des travaux

A. Date et lieu de la Conférence

1. La Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 24 au 26 juin 2009, conformément à la résolution 63/277 et à la décision 63/556 de l'Assemblée générale. Elle a tenu ___ séances plénières (1^{re} à ___^e).

B. Participation

2. Les États suivants et la Communauté européenne étaient représentés à la Conférence¹ : Afghanistan, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Émirats arabes unis Fédération de Russie, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Gabon, Gambie, Guatemala, Guinée équatoriale, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lituanie, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Namibie,

¹ Informations basées sur la liste provisoire des participants à la Conférence figurant dans le document A/CONF.214/INF/2; la liste complète figurera dans le rapport final.



Nauru, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Palaos, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République tchèque, Roumanie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Seychelles, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Tuvalu et Ukraine.

3. L'entité suivante ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateur était représentée : Palestine.

4. Les secrétariats ci-après des commissions régionales suivantes étaient représentés :

[À compléter]

5. Les organes et programmes des Nations Unies suivants étaient représentés :

[À compléter]

6. Les institutions spécialisées et organisations apparentées suivantes étaient représentées : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds monétaire international, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation météorologique mondiale et Organisation mondiale du commerce.

7. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées : Union africaine, Banque asiatique de développement, Communauté des Caraïbes, Système d'intégration de l'Amérique centrale, Fonds commun pour les produits de base, Secrétariat du Commonwealth, Conseil de coopération des États arabes du Golfe, Cour pénale internationale, Organisation internationale pour les migrations, Union internationale pour la conservation de la nature, Ligue des États arabes, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation des États américains, Organisation de la Conférence islamique et Centre du Sud.

8. D'autres entités ayant reçu une invitation permanente ont participé en qualité d'observateurs, à savoir : Comité international de la Croix-Rouge et Union interparlementaire.

9. Un grand nombre d'entités et d'organisations du secteur privé ont participé à la Conférence (voir A/CONF.214/INF.2).

10. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales ont participé à la Conférence (voir A/CONF.214/INF.2).

C. Ouverture de la Conférence

11. La Conférence a été ouverte le 24 juin par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

D. Élection du Président de la Conférence

12. Conformément à la résolution 63/277, la Conférence a élu par acclamation Miguel d'Escoto Brockmann, Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, comme Président de la Conférence.

E. Adoption du Règlement intérieur

13. À sa 1^{re} séance, le 24 juin, la Conférence a adopté son règlement intérieur provisoire (A/CONF.214/2) ainsi que recommandé par l'Assemblée générale dans sa décision 63/555.

F. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

14. À sa 1^{re} séance, le 24 juin, la Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire (A/CONF.214/1) comme recommandé par l'Assemblée générale dans sa décision 63/555. L'ordre du jour adopté a été le suivant :

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du président.
3. Adoption du règlement intérieur.
4. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
5. Élection des membres du Bureau autres que le président.
6. Organisation des travaux, y compris la mise en place de la grande commission.
7. Pouvoirs des représentants assistant à la Conférence :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
8. Débat général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement :
 - a) Échange de vues général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement;
 - b) Examen du projet de document final de la Conférence.
9. Tables rondes interactives ayant pour thème général « Examen de la crise financière et économique mondiale de plus en plus grave, de son incidence sur le développement et des moyens de la surmonter » et portant sur les six principaux domaines suivants :
 - a) Incidences actuelles et futures de la crise, notamment sur l'emploi, le commerce, l'investissement et le développement, ainsi que sur la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international et des objectifs du Millénaire pour le développement (table ronde 1);

- b) Mesures coordonnées et concertées et autres mesures propres à atténuer l'incidence de la crise sur le développement (table ronde 2);
- c) Rôle de l'Organisation des Nations Unies et de ses États Membres dans les débats internationaux en cours sur la réforme et le renforcement du système financier et économique international et de son architecture (table ronde 3);
- d) Apport des organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement à l'action menée pour faire face à la crise (table ronde 4).

10. Adoption du document final de la Conférence.

11. Adoption du rapport de la Conférence.

G. Élection des membres du Bureau autres que le Président

15. À sa 1^{re} séance, le 24 juin, la Conférence a élu les vice-présidents suivants selon la composition du Bureau de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session : Afghanistan, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Cameroun, Chine, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Iraq, Jamaïque, Kirghizistan, Mongolie, Myanmar, Namibie, Niger, Nigéria, Pays-Bas, Portugal, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda et Togo.

H. Élection du Rapporteur général

16. À sa 1^{re} séance, le 24 juin, la Conférence a élu Maged A. Abdelaziz (Égypte) comme Rapporteur général de la Conférence.

I. Organisation des travaux, y compris la création de la grande commission

17. À sa 1^{re} séance, le 24 juin, la Conférence a approuvé la note du Secrétariat sur les questions d'organisation et de procédure (A/CONF.214/5).

18. À la même séance, la Conférence a approuvé le projet de calendrier de ses travaux (A/CONF.214/4, annexe).

J. Pouvoirs des représentants assistant à la Conférence

19. À la 1^{re} séance, le 24 juin, sur la proposition du Président, il a été décidé que la composition de la Commission de vérification des pouvoirs serait fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session, à savoir : Botswana, Chine, Chypre, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Luxembourg, Mexique, Mozambique et Saint-Kitts-et-Nevis.

Chapitre III

Débat général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement

A. Échange de vues général

20. Au titre du point 8 a) de l'ordre du jour, la Conférence a eu, de ses 1^{re} à 7^e séances, tenues du 24 au 26 juin 2009, un débat général sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement.

21. À la 1^{re} séance le 24 juin, des déclarations liminaires ont été faites par Miguel d'Escoto Brockmann, Président de la Conférence, et Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

22. À la même séance, des déclarations ont été faites par Isatou Njie-Saidy, Vice-Présidente et Secrétaire d'État aux affaires féminines de la Gambie; Aristides Mejía Carranza, Vice-Président du Honduras; Joyce Mujuru, Vice-Président du Zimbabwe; Dean Barrow, Premier Ministre et Ministre des finances de Belize (au nom de la Communauté des Caraïbes); Mirko Cvetković, Premier Ministre de la République de Serbie; Nikola Špirić, Président du Conseil des ministres de la Bosnie-Herzégovine; et Tillman Thomas, Premier Ministre de la Grenade.

23. À la même séance, des déclarations ont également été faites par Alexey Kudrin, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances de la Fédération de Russie; Thongloun Sisoulith, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao; Susan Rice, Membre du Gouvernement et Représentante des États-Unis d'Amérique; Helena Bambasova, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République tchèque (au nom de l'Union européenne et des pays qui se sont associés à la déclaration); et Ngozi Okonjo-Iweala, Directeur général de la Banque mondiale.

24. À sa 2^e séance, le 24 juin, la Conférence a entendu des déclarations de Bert Koenders, Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas; Kenneth Baugh, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Jamaïque; José Luis Guterres, Vice-Premier Ministre du Timor-Leste; Ernesto Cordero Arroyo, Ministre du développement social du Mexique (au nom du Groupe de Rio); Dipu Moni, Ministre des affaires étrangères du Bangladesh (au nom des pays les moins avancés); Maite Nkoana-Mashabane, Ministre des relations internationales et de la coopération de l'Afrique du Sud; Steve Abana, Ministre du développement national et de la coordination de l'aide des Îles Salomon (au nom des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique); Le Duc Thuy, Ministre, Président de la Commission nationale de surveillance financière du Viet Nam; Carlos Morales Troncoso, Ministre des relations extérieures de la République dominicaine; Rodrigo Malmierca Díaz, Ministre du commerce extérieur et des investissements étrangers de Cuba; Yang Jiechi, Ministre des affaires étrangères de la Chine; Zhivargo Laing, Ministre d'État chargé des finances des Bahamas; Ashni Singh, Ministre des finances du Guyana; Mark Malloch Brown, Ministre d'État pour l'Afrique, l'Asie et les Nations Unies du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; et João Gomes Cravinho, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération du Portugal.

[À compléter, y compris comptes rendus des 3^e à 7^e séances plénières]

B. Examen du projet de document final de la Conférence

[À compléter]

Chapitre IV Tables rondes interactives

25. Conformément à la décision relative aux questions d'organisation et de procédure, qui figure dans le document A/CONF.214/5, la Conférence a tenu quatre tables rondes interactives sur le thème général « Examen de la crise financière et économique mondiale de plus en plus grave, de son incidence sur le développement et des moyens de la surmonter » :

Table ronde 1 (24 juin, après-midi)

Rôle de l'Organisation des Nations Unies et de ses États Membres dans les débats internationaux en cours sur la réforme et le renforcement du système financier et économique international et de son architecture

Table ronde 2 (25 juin, matin)

Mesures coordonnées et concertées et autres mesures propres à atténuer l'incidence de la crise sur le développement

Table ronde 3 (25 juin, après-midi)

Incidences actuelles et futures de la crise, notamment sur l'emploi, le commerce, l'investissement et le développement, ainsi que sur la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international et des objectifs du Millénaire pour le développement

Table ronde 4 (26 juin, matin)

Apport des organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement à l'action engagée pour faire face à la crise

26. On trouvera ci-après un aperçu du déroulement des tables rondes.

Table ronde 1

Rôle de l'Organisation des Nations Unies et de ses États Membres dans les débats internationaux en cours sur la réforme et le renforcement du système financier et économique international et de son architecture

27. Les Coprésidents de la table ronde 1, David Thompson, Premier Ministre de la Barbade, et Mirko Cvetković, Premier Ministre de la Serbie, en ont assuré la présidence.

28. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Joseph Stiglitz, Président de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international; Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de la Banque mondiale; Alicia Bárcena, Secrétaire générale adjointe et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes; Andrei Bougrov, Directeur général et

membre du Conseil d'administration de la société Interros, ancien Représentant résident principal de la Russie, Directeur exécutif et membre du Conseil d'administration de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; Yu Yongding, ancien Directeur de l'Institut d'économie et de politique mondiales de l'Académie chinoise des sciences sociales et ancien membre du Comité des politiques monétaires de la Banque populaire de Chine.

29. Des observations ont été formulées et des questions posées :

a) Par les représentants de la Malaisie, de la République tchèque (au nom de l'Union européenne), de Cuba, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République démocratique du Congo, des Bahamas, du Ghana, de l'Inde, du Guyana, de la Côte d'Ivoire, de l'Arabie saoudite, de la Suède, de la République-Unie de Tanzanie, de la Norvège, de la Barbade, de l'Indonésie, des États-Unis d'Amérique et de la Chine;

b) Au nom des organisations suivantes : Organisation mondiale du commerce et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

c) Au nom des organisations de la société civile suivantes : Social Watch et Jubilee South;

d) Au nom des entités du secteur privé suivantes : E-Standards Forum (au nom du Comité directeur du secteur privé).

30. Les intervenants ont répondu aux observations faites et aux questions posées. Le Coprésident Mirko Cvetković, Premier Ministre de la Serbie, a conclu la table ronde par quelques observations.

31. Le résumé des débats de la table ronde 1 (A/CONF.214/7/Add.1) est joint à l'annexe ____.

Table ronde 2

Mesures coordonnées et concertées et autres mesures propres à atténuer l'incidence de la crise sur le développement

32. Les Coprésidents de la table ronde 2, Tongloun Sisoulit, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, et Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'immigration du Luxembourg, en ont assuré la présidence.

33. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; Noeleen Heyzer, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique; Martin Khor, Directeur exécutif du Centre du Sud; Robert Johnson, ancien économiste en chef de la Commission bancaire du Sénat américain et ancien économiste principal de la Commission budgétaire du Sénat américain; Yaga Venugopal Reddy, ancien Gouverneur de la Banque de réserve indienne.

34. Des observations ont été formulées et des questions posées.

[À compléter]

35. Les intervenants ont répondu aux observations faites et aux questions posées.

[À compléter]

36. Le résumé des débats de la table ronde 2 (A/CONF.214/7/Add.2) est joint à l'annexe ____.

Table ronde 3

Incidences actuelles et futures de la crise, notamment sur l'emploi, le commerce, l'investissement et le développement, ainsi que sur la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international et des objectifs du Millénaire pour le développement

37. Les Coprésidents de la table ronde 3, Diego Borja, Ministre de la coordination des politiques économiques de l'Équateur, et Bert Koenders, Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas, en ont assuré la présidence.

38. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme; Sha Zukang, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales; Abdoulie Jannah, Secrétaire général adjoint et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique; Valentine Rugwabiza, Directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale du commerce; Stephen Pursey, Directeur du Département des politiques d'intégration de l'Organisation internationale du Travail; François Houtart, Professeur émérite à l'Université catholique de Louvain (Belgique), fondateur du Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).

39. Des observations ont été formulées et des questions posées.

[À compléter]

40. Les intervenants ont répondu aux observations faites et aux questions posées.

[À compléter]

41. Le résumé des débats de la table ronde 3 (A/CONF.214/7/Add.3) est joint à l'annexe ____.

Table ronde 4

Apport des organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement à l'action engagée pour faire face à la crise

42. Les Coprésidents de la table ronde 4, Ralph E. Gonsalves, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, et Dipu Moni, Ministre des affaires étrangères du Bangladesh, en ont assuré la présidence.

43. Des déclarations ont été faites par les intervenants suivants : Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement; Thoraya Obaid, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population; Manuel Aranda da Silva, Directeur exécutif adjoint par intérim du Programme alimentaire mondial; Hilde F. Johnson, Directrice exécutive adjointe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Pedro Páez, ancien Ministre de la coordination économique de l'Équateur, membre de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale.

44. Des observations ont été formulées et des questions posées.

[À compléter]

45. Les intervenants ont répondu aux observations faites et aux questions posées.
46. Le résumé des débats de la table ronde 4 (A/CONF.214/7/Add.4) est joint à l'annexe ____.

Chapitre V

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

[À compléter : voir A/CONF.214/6]

Décision prise par la Conférence

47. À sa __^e séance, le __ juin 2009, la Conférence a examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/CONF.214/6).
48. La Conférence a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission dans son rapport (texte au chapitre I, résolution 2).

Chapitre VI

Adoption du document final de la Conférence

49. À sa 7^e séance, le 26 juin 2009, la Conférence était saisie d'un projet de résolution sur le document final de la Conférence (A/CONF.214/L.1).
50. À la même séance, sur la recommandation de son président, elle a adopté à l'unanimité le projet de résolution A/CONF.214/L.1 et recommandé qu'il soit approuvé par l'Assemblée générale (texte au chapitre I, résolution 1).

Chapitre VII

Adoption du rapport de la Conférence

51. À la 7^e séance, le 26 juin 2009, le Rapporteur général a présenté le rapport de la Conférence (A/CONF.214/L.8).
52. À la même séance, la Conférence a adopté le projet de rapport et autorisé le Rapporteur général à en arrêter le texte, conformément à la pratique en vigueur à l'ONU, de manière qu'il puisse être soumis à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.

Chapitre VIII

Clôture de la Conférence

53. À la 7^e séance, le 26 juin 2009, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait une déclaration.

[À compléter]

54. À la même séance, le Président de la Conférence a fait une déclaration et prononcé la clôture de la Conférence.